



Bureau de Tarification Catastrophes naturelles

Rapport annuel 2010

Table des matières

| | |
|---|----|
| Table des matières | 2 |
| Introduction | 3 |
| I Rapport d'activité | 4 |
| II Analyse du marché..... | 5 |
| A. Objectifs et méthodologie | 5 |
| B. Limites | 5 |
| C. Présentation des résultats..... | 6 |
| 1. Extensions de couverture | 6 |
| 2. Segmentation..... | 9 |
| 3. Taux de prime et franchises..... | 11 |
| 4. Encaissement et sinistres | 13 |
| 5. Données relatives au Bureau de Tarification..... | 14 |
| III Conclusions..... | 16 |
| Annexes | 17 |
| 1. Modèle de questionnaire..... | 17 |
| 2. Liste des entreprises ayant répondu à l'enquête..... | 21 |
| 3. Risques simples | 22 |



Introduction

Depuis le 1^{er} mars 2006, tous les nouveaux contrats couvrant des risques simples, c.-à-d. principalement des habitations privées et leur contenu, doivent comporter une couverture contre les catastrophes naturelles. Les contrats conclus avant cette date ont dû être adaptés au plus tard le 1^{er} mars 2007.

Dans le but d'assurer une couverture à tous les assurés, la loi a mis en place un Bureau de Tarification. Le rôle de ce Bureau est double.

La première mission du Bureau est d'établir les conditions tarifaires (taux de prime et franchises) et contractuelles (conditions de la police d'assurance) des risques catastrophes naturelles que les assureurs ne veulent pas couvrir à leurs propres conditions. Certains risques peuvent en effet être très difficiles à assurer (par exemple une habitation fréquemment inondée) à tel point que l'assureur ne veut pas les couvrir ou ne le veut que moyennant une prime très élevée. Dans de tels cas, l'assureur doit proposer les conditions et la prime fixées par le Bureau de Tarification. Toute la procédure, depuis la souscription de la police jusqu'à la gestion des sinistres, se fait auprès de l'assureur incendie choisi par l'assuré, le cas échéant, par l'intermédiaire du courtier ou de l'agent de l'assuré. Le Bureau de Tarification catastrophes naturelles ne tarifie donc aucun dossier individuel.

La seconde mission du Bureau est de faire un rapport annuel sur son fonctionnement en y incluant une analyse des conditions tarifaires appliquées par les assureurs pour les risques catastrophes naturelles.

Le présent rapport comporte deux parties. La première résume les activités du Bureau de Tarification en 2011. La seconde analyse les conditions du marché, en ce qui concerne la couverture des catastrophes naturelles, au 31 décembre 2010.

Le Président

Bertrand Leton

I

Rapport d'activité

Le Président et les membres du Bureau de Tarification ont été nommés par arrêté royal. Outre le président, le Bureau compte huit représentants (quatre effectifs et quatre suppléants) des consommateurs et huit représentants (quatre effectifs et quatre suppléants) des entreprises d'assurance ainsi qu'un observateur du Ministre de l'Économie et des Consommateurs. Le secrétariat est assuré par le Fonds commun de Garantie automobile, lequel assume également le secrétariat et la gestion du Bureau de Tarification automobile.

Le Bureau de Tarification catastrophes naturelles, contrairement à son homologue chargé de la RC automobile, ne tarifie aucun dossier individuel mais se limite à fixer les conditions contractuelles et tarifaires qui seront proposées par les entreprises d'assurance qui ne souhaitent pas accorder une couverture à leurs conditions propres. Le Bureau a défini un contrat-type, un taux de prime et la franchise en 2006. Ces conditions ont été adaptées en 2009 (voir le rapport 2009).

Compte tenu de ces éléments, l'activité du Bureau en 2011 a été exclusivement consacrée à la rédaction et à la validation du rapport annuel.

II Analyse du marché

A. Objectifs et méthodologie

L'article 68-9, § 6, de la loi sur le contrat d'assurance terrestre prévoit que le rapport du Bureau de Tarification « comprend notamment une analyse des conditions tarifaires appliquées par les assureurs ». Cette partie du rapport concerne donc l'ensemble des couvertures catastrophes naturelles du marché et non pas uniquement celles qui sont accordées aux conditions du Bureau de Tarification. Il s'agit d'indiquer dans quelle mesure et à quelles conditions les consommateurs peuvent trouver une telle couverture. Le rapport ne présente pas les données individuelles des entreprises interrogées.

Dans un premier temps, le Bureau de Tarification a élaboré un questionnaire qui a été envoyé aux entreprises actives sur le marché belge au 31 décembre 2010. Ce questionnaire était divisé en cinq parties :

- l'identification de l'entreprise,
- les extensions de couvertures,
- la politique de segmentation,
- la structure tarifaire,
- l'encaissement et la sinistralité.

Les données devaient être établies à la date du 31 décembre 2010. Le modèle de questionnaire et la liste des entreprises qui ont répondu sont joints en annexe du présent rapport.

L'envoi des questionnaires, la collecte et la compilation des données ont été réalisés par le secrétariat du Bureau de Tarification. Ce dernier a, sur la base des données recueillies, rédigé un projet de rapport ne contenant que les données agrégées sans possibilité d'identifier les entreprises interrogées.

B. Limites

Tout comme les précédentes éditions, le présent rapport concerne, d'une part, les risques simples « habitations » proprement dits¹ et, d'autre part, les autres risques simples (commerces, petites entreprises...)². Il convient de rappeler que les risques spéciaux (grandes entreprises...) ne sont pas visés par la législation relative aux catastrophes naturelles.

L'exercice 2008 est le premier pour lequel l'ensemble des contrats incendie risques simples était conforme à la nouvelle législation, laquelle est entrée complètement en vigueur le 1^{er} mars 2007.

¹ Article 5, § 1^{er}, de l'arrêté royal du 24 décembre 1992 portant exécution de la loi du 25 juin 1992 relative au contrat d'assurance terrestre - Voir Annexe 3.

² Article 5, § 2, de l'arrêté royal du 24 décembre 1992 précité - Voir Annexe 3.

Les structures tarifaires des entreprises, notamment en ce qui concerne les extensions de couvertures, peuvent être relativement complexes. Afin de ne pas nuire à la lisibilité du rapport, il a été nécessaire de synthétiser les données individuelles en les agrégeant dans des catégories plus vastes malgré une légère perte de détails.

Le nombre d'entreprises ayant répondu à l'enquête dans le délai imparti est de 28, ce qui représente 93,5 % de l'encaissement en incendie risques simples³. Ce pourcentage a été calculé sur la base des encaissements de l'exercice 2010, qui sont les derniers qui étaient disponibles à la date du rapport.

Le marché belge de l'assurance incendie se caractérise par une grande concentration. Dix entreprises cumulent une part de marché de plus de 82,7 %. En outre, plusieurs entreprises de tailles diverses appartenant au même groupe peuvent pratiquer la même politique de souscription des risques catastrophes naturelles. Pour ces raisons et afin de connaître les possibilités pour les consommateurs de trouver la couverture qui leur convient, les résultats ont été présentés en parts de marché.

C. Présentation des résultats

1. Extensions de couverture

La loi instaure une couverture minimale en matière de catastrophes naturelles, sur base de laquelle les conditions du bureau de tarification ont été élaborées. Les contrats proposés par les entreprises d'assurances peuvent comporter des conditions plus avantageuses pour l'assuré, éventuellement moyennant un supplément de prime.

Tout comme en 2009, le questionnaire 2010 fait une distinction d'une part entre les risques habitations et autres risques simples, et d'autre part suivant que l'extension est proposée sans supplément par rapport à la prime de base ou moyennant une surprime. Pour simplifier la présentation, les risques habitations sont présentés séparément des autres risques simples.

Enfin, les dégâts dus au ruissellement ne sont plus mentionnés car cette extension est devenue obligatoire suite à l'interprétation donnée à la notion d'inondation par l'article 7 de la loi du 1^{er} mars 2007⁴.

- *Risques habitations*

En ce qui concerne les risques habitations, il n'y a presque plus d'entreprise active sur le marché belge qui n'accorde aucune extension de couverture par rapport aux conditions légales. La proportion des entreprises qui accordent au moins 7 extensions atteint 78,4 % et près de la moitié des contrats comportent dix ou onze extensions.

³ Incendie et périls connexes ainsi que risques électriques, hors commissions, frais d'acquisition, taxes et contributions.

⁴ Loi du 1^{er} mars 2007 portant des dispositions diverses (Moniteur Belge du 14 mars 2007).

| Extensions | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 |
|------------|--------|--------|--------|--------|
| 0 | 14,8 % | 12,5 % | 11,5 % | 0,4 % |
| 1 | 1,5 % | 0,1 % | - | 1,8 % |
| 2 | 6,4 % | 2,4 % | 1,2 % | 1,8 % |
| 3 | 3,2 % | 1,5 % | 2,5 % | 0,3 % |
| 4 | 3,3 % | 5,2 % | 3,8 % | 4,4 % |
| 5 | 6,1 % | - | - | 10,8 % |
| 6 | 18,9 % | 2,4 % | 13,2 % | 2,2 % |
| 7 | 6,6 % | - | - | 10,2 % |
| 8 | 39,2 % | 11,6 % | 15,4 % | 14,3 % |
| 9 | - | 42,0 % | 24,3 % | 5,8 % |
| 10 | - | - | - | 25,4 % |
| 11 | - | 22,4 % | 28,1 % | 22,7 % |

Tableau 1 - Extensions de couverture (risques habitations)

Environ neuf contrats sur dix comportent une extension relative aux abris de jardin, aux entrées, cours intérieures et terrasses, aux clôtures et haies ou au contenu des caves entreposé à moins de 10 cm du sol. Ces extensions sont souvent gratuites.

Très fréquentes aussi sont les extensions relatives aux biens en construction, aux biens de luxe, à la non-prise en compte de la vétusté totale lorsque celle-ci dépasse 30 % et aux jardins et plantations. Dans ce cas, sauf pour les biens en construction et la non-prise en compte de la vétusté, les extensions sont souvent assorties d'une surprime.

| Extensions | 2007 | 2008 | | 2009 | | 2010 | |
|--|-------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|
| | | sans surpr. | avec surpr. | sans surpr. | avec surpr. | sans surpr. | avec surpr. |
| Abris de jardin, remises, débarras et leur contenu éventuel | 76,2% | 79,6% | 8,2% | 78,6% | 7,8% | 88,6% | 7,6% |
| Clôtures et haies | 43,5% | 78,8% | 8,2% | 78,8% | 7,8% | 88,3% | 7,6% |
| Jardins, plantations | 75,3% | 30,3% | 29,1% | 27,2% | 35,9% | 40,8% | 31,2% |
| Entrées et cours intérieures, terrasses | 55,0% | 76,3% | 6,7% | 78,1% | 7,8% | 87,4% | 7,6% |
| Biens de luxe tels que piscines, terrains de tennis et de golf | 65,2% | 42,8% | 33,6% | 45,8% | 25,0% | 42,9% | 28,0% |
| Bâtiments en construction, en transformation ou en réparation et leur contenu éventuel | 77,8% | 69,7% | 6,7% | 71,1% | 2,1% | 72,2% | - |
| Contenu des caves entreposé à moins de 10 cm du sol ⁵ | 70,3% | 80,3% | 14,4% | 84,3% | - | 89,5% | - |
| Vétusté non totalement prise en compte lorsqu'elle dépasse 30% | 55,0% | 83,5% | 14,4% | 65,6% | - | 72,2% | - |
| Véhicules dans le bâtiment et biens transportés | nd | 25,7% | 43,4% | 28,2% | 41,4% | 3,4% | 41,5% |
| Vol, vandalisme, dégradations mobilières ou immobilières | nd | 43,6% | 14,4% | 28,1% | 20,2% | 25,4% | 20,1% |
| Autres | 84,8% | 28,1% | - | 45,6% | - | 58,1% | 20,1% |

Tableau 2 - Extensions de couverture (risques habitations)

⁵ En cas d'inondation, de refoulement ou débordement d'égouts publics.

- *Autres risques simples*

Les rapports 2008 et 2009 signalaient que les extensions étaient plus rares en ce qui concerne les autres risques simples malgré une évolution favorable au consommateur en 2009. Cette évolution s'est poursuivie en 2010, avec plus de sept contrats sur dix offrant au moins sept extensions, tandis que la part des entreprises n'offrant aucune extension est tombée à 6,9 %.

| Extensions | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 |
|------------|-------|-------|-------|-------|
| 0 | 35,5% | 26,6% | 20,5% | 6,9% |
| 1 | 5,8% | - | - | 1,9% |
| 2 | - | 1,3% | 1,6% | - |
| 3 | 2,6% | - | - | - |
| 4 | 3,3% | 3,5% | 3,7% | 6,6% |
| 5 | 5,8% | 1,5% | - | - |
| 6 | 19,0% | 2,4% | 6,4% | 12,6% |
| 7 | 6,2% | 2,9% | - | 0,4% |
| 8 | 21,8% | 22,9% | 40,3% | 34,0% |
| 9 | - | 16,5% | 2,1% | 9,1% |
| 10 | - | 22,4% | - | 0,1% |
| 11 | - | - | 25,4% | 28,4% |

Tableau 3 - Extensions de couverture (autres risques simples)

Tout comme en 2009, on note des différences sensibles par rapport aux risques habitations.

| Extensions | 2007 | 2008 | | 2009 | | 2010 | |
|--|-------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|
| | | sans surpr. | avec surpr. | sans surpr. | avec surpr. | sans surpr. | avec surpr. |
| Abris de jardin, remises, débarras et leur contenu éventuel | 58,4% | 68,0% | 5,3% | 78,0% | - | 84,8% | - |
| Clôtures et haies | 31,7% | 68,0% | 5,3% | 78,0% | - | 84,8% | 6,4% |
| Jardins, plantations | 57,2% | 27,4% | 17,6% | 27,5% | 25,4% | 34,1% | 44,0% |
| Entrées et cours intérieures, terrasses | 47,1% | 65,1% | 5,3% | 78,0% | - | 83,8% | 6,4% |
| Biens de luxe tels que piscines, terrains de tennis et de golf | 47,0% | 44,7% | 17,6% | 45,4% | 25,4% | 45,2% | 28,4% |
| Bâtiments en construction, en transformation ou en réparation et leur contenu éventuel | 43,3% | 63,0% | - | 72,7% | - | 77,9% | - |
| Contenu des caves entreposé à moins de 10 cm du sol ⁶ | 44,4% | 37,7% | 15,2% | 50,4% | - | 49,7% | - |
| Vétusté non totalement prise en compte lorsqu'elle dépasse 30% | 62,3% | 66,6% | 20,5% | 58,5% | - | 82,0% | - |
| Véhicules dans le bâtiment et biens transportés | nd | 37,9% | 35,2% | 47,5% | 43,3% | 55,0% | 39,5% |
| Vol, vandalisme, dégradations mobilières ou immobilières | nd | 2,3% | 15,2% | 28,5% | - | 28,9% | - |
| Autres | 82,0% | 25,7% | - | 46,3% | 12,8% | 45,4% | - |

Tableau 4 - Extensions de couverture (autres risques simples)

⁶ En cas d'inondation, de refoulement ou débordement d'égouts publics.

Comme en 2009, les extensions les plus souvent accordées concernent les clôtures et haies, les cours intérieures et terrasses, les abris de jardins et remises et les biens en construction. Ces extensions se rencontrent dans plus de sept contrats sur dix et sont le plus souvent gratuites.

Viennent ensuite, dans plus de six contrats sur dix, les extensions relatives aux jardins, aux biens de luxes, à la non-prise en compte de la vétusté totale lorsqu'elle dépasse 30% et aux véhicules dans les bâtiments. Sauf pour la non-prise en compte de la vétusté, ces extensions sont souvent conditionnées au paiement d'une surprime.

Un troisième groupe est composé du contenu des caves entreposé à moins de 10 cm du sol et diverses autres extensions, qui se rencontrent dans près d'un contrat sur deux. Enfin comme pour les risques habitations, la couverture vol et vandalisme est la plus rare et ne se rencontre que dans environ un contrat sur quatre.

- *Ensemble des risques simples*

Par rapport aux années précédentes, on constate un accroissement important de l'offre des extensions de couverture par rapport à la garantie légale de base et ceci, le plus souvent, sans augmentation de la prime catastrophes naturelles de base.

Comme le rapport 2009 le notait, le consommateur peut souvent trouver une compagnie destinée à le couvrir plus largement que ce que prévoient les conditions minimales légales et ceci sans surprime mais il a intérêt à comparer les offres et à faire jouer la concurrence pour trouver la couverture qui correspond le mieux à ses besoins spécifiques.

2. Segmentation

- *Risques habitations*

Pour les risques habitations, presque toutes les entreprises, exprimées en parts de marché, pratiquent une segmentation⁷ des risques en utilisant de trois à cinq critères.

| Critères de segmentation | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 |
|--------------------------|-------|-------|-------|-------|
| 0 | 4,3% | 4,3% | 1,0% | 1,4% |
| 1 | 14,2% | 11,4% | 7,3% | 6,6% |
| 2 | 9,1% | 4,6% | 11,1% | 0,4% |
| 3 | 7,7% | 3,1% | 2,5% | 14,2% |
| 4 | 40,6% | 46,8% | 30,2% | 39,0% |
| 5 | 24,1% | 29,8% | 47,9% | 38,4% |

Tableau 5 - Critères de segmentation (risques habitations)

⁷ Les conditions du Bureau de Tarification ne comportent pas de critère de segmentation.

Les critères les plus souvent utilisés sont l'historique des sinistres et la zone géographique mais les autres critères tels que le niveau du risque⁸ et la période de retour⁹, à l'exception du choix de la franchise, sont eux aussi fréquemment utilisés.

| Critères de segmentations | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 |
|---------------------------|-------|-------|-------|-------|
| Zone géographique | 84,8% | 85,0% | 82,5% | 93,3% |
| Période de retour | 64,9% | 76,8% | 78,6% | 78,0% |
| Historique des sinistres | 91,4% | 94,4% | 96,2% | 96,1% |
| Niveau du risque | 73,0% | 79,5% | 91,3% | 91,5% |
| Choix de la franchise | 24,1% | 30,4% | 48,9% | 39,3% |

Tableau 6 - Critères de segmentations (risques habitations)

- *Autres risques simples*

Pour les autres risques simples, la tendance est similaire aux risques habitations. On notera que plus aucune entreprise ne pratique aucune segmentation.

| Critères de segmentation | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 |
|--------------------------|-------|-------|-------|-------|
| 0 | 5,5% | 5,1% | 2,9% | - |
| 1 | 13,4% | 11,3% | 4,4% | 6,7% |
| 2 | 9,0% | 4,6% | 11,3% | - |
| 3 | 21,0% | 21,6% | 22,3% | 34,7% |
| 4 | 26,9% | 27,6% | 30,7% | 27,5% |
| 5 | 24,2% | 29,8% | 28,3% | 31,1% |

Tableau 7 - Critères de segmentation (autres risques simples)

Les critères le plus souvent utilisés sont l'historique des sinistres et la zone géographique, ainsi que la période de retour. Viennent ensuite le niveau du sinistre (hauteur par rapport au niveau de la rue) et le choix de la franchise

| Critères de segmentation | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 |
|--------------------------|-------|-------|-------|-------|
| Zone géographique | 84,5% | 84,4% | 80,3% | 94,9% |
| Période de retour | 70,6% | 76,3% | 79,3% | 79,3% |
| Historique des sinistres | 90,3% | 93,6% | 97,1% | 97,5% |
| Niveau du risque | 53,5% | 60,1% | 72,4% | 72,6% |
| Choix de la franchise | 24,2% | 30,4% | 29,3% | 32,0% |

Tableau 8 - Critères de segmentation (autres risques simples)

- *Ensemble des risques simples*

Pour l'ensemble des risques simples, la tendance du recours à une segmentation plus fine faisant appel à davantage de critères, déjà observée en 2008 et 2009, se confirme en 2010. Les critères utilisés sont principalement basés sur l'observation du passé (historique des sinistres,

⁸ Le fait que le bien assuré soit situé au rez-de-chaussée, au premier étage...

⁹ La période de retour est la fréquence du sinistre. Elle correspond à la période théorique, c.-à-d. mesurée au moyen de modèles mathématiques, qui sépare deux catastrophes naturelles.

zone géographique) mais un critère prospectif comme la période de retour est de plus en plus utilisé.

Rappelons que certains critères sont utilisés en combinaison avec d'autres. Par exemple, le niveau du risque et la période de retour sont souvent utilisés en complément du critère de l'historique des sinistres.

3. Taux de prime et franchises

- *Risques habitations*

Comme en 2009, pour la grande majorité des risques habitations (99,0 %), la prime ne dépasse pas 0,2 ‰, ce qui correspond à un maximum de 20 € par tranche de 100.000 € de valeur assurée ou 23,15 € taxes et cotisations (15,75 %) comprises. Cependant, le glissement déjà observé en 2009, s'accroît en 2010 puisque désormais près de la moitié (42,9 %) des assurés paient une prime se situant dans l'intervalle 0,13 ‰ - 0,2 ‰. Par contre, le nombre de primes au-delà de 0,9 ‰ est resté constant.

| Classes de taux de prime | Prime pour 100.000 € de valeur assurée (hors taxes) | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 |
|--------------------------|---|----------|--------|-------|-------|
| | | ≤ 0,13 ‰ | ≤ 13 € | 85,3% | 88,3% |
| > 0,13 ‰ et ≤ 0,2 ‰ | > 13 € et ≤ 20 € | 13,5% | 10,9% | 22,9% | 42,9% |
| > 0,2 ‰ et ≤ 0,3 ‰ | > 20 € et ≤ 30 € | 0,4% | 0,3% | 0,3% | 0,3% |
| > 0,3 ‰ et ≤ 0,5 ‰ | > 30 € et ≤ 50 € | 0,4% | 0,3% | 0,4% | 0,4% |
| > 0,5 ‰ et < 0,9 ‰ | > 50 € et < 90 € | 0,3% | 0,1% | 0,2% | 0,2% |
| ≥ 0,9 ‰ | ≥ 90 € | 0,1% | 0,0% | 0,1% | 0,1% |

Tableau 9 - Taux de prime (risques habitations)

Les contrats d'assurance incendie risques simples sont le plus souvent assortis d'une franchise qui n'est pas supérieure à 226,46 €¹⁰ au 31 décembre 2010. La loi permet cependant d'appliquer une franchise supérieure pour les risques de catastrophes naturelles, à condition que celle-ci n'excède pas 610 €. Ce montant étant indexé¹¹, la franchise maximale était de 1.114,46 € le 31 décembre 2010.

Pour les risques habitations, pour plus de quatre contrats sur cinq, le consommateur ne se voit pas appliquer une franchise plus élevée pour la couverture catastrophes naturelles que pour l'assurance incendie proprement dite.

¹⁰ Il s'agit de l'ancienne franchise obligatoire en assurance incendie risques simples prévue par l'article 6 de l'arrêté royal du 24 décembre 1992 réglementant l'assurance contre l'incendie et d'autres périls, en ce qui concerne les risques simples. Cette franchise était précisément de 220,16 € au 31 décembre 2009.

¹¹ Voir page 3.

| Franchises | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 |
|-------------|-------|-------|-------|-------|
| <= incendie | 75,4% | 77,3% | 79,9% | 86,5% |
| > incendie | 24,6% | 22,7% | 20,1% | 13,5% |

Tableau 10 - Franchises (risques habitations)

- *Autres risques simples*

Pour les autres risques simples, la proportion assurée à un tarif qui ne dépasse pas 0,2 ‰ est de 98,4 %, ce qui est comparable aux deux années précédentes (respectivement 98,4% et 98,6%). Dans ce cas également, on constate un glissement très net de la classe de prime moins de 0,13 ‰ vers la classe 0,13 ‰ à 0,2 ‰.

| Classes de taux de prime | Prime pour 100.000 € de valeur assurée (hors taxes) | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 |
|--------------------------|---|-------|-------|-------|-------|
| | | | | | |
| ≤ 0,13 ‰ | ≤ 13 € | 84,0% | 82,3% | 80,6% | 50,6% |
| > 0,13 ‰ et ≤ 0,2 ‰ | > 13 € et ≤ 20 € | 13,9% | 16,1% | 18,0% | 47,8% |
| > 0,2 ‰ et ≤ 0,3 ‰ | > 20 € et ≤ 30 € | 0,4% | 0,7% | 0,7% | 0,6% |
| > 0,3 ‰ et ≤ 0,5 ‰ | > 30 € et ≤ 50 € | 0,9% | 0,4% | 0,3% | 0,4% |
| > 0,5 ‰ et < 0,9 ‰ | > 50 € et < 90 € | 0,7% | 0,3% | 0,3% | 0,3% |
| ≥ 0,9 ‰ | ≥ 90 € | 0,1% | 0,1% | 0,1% | 0,3% |

Tableau 11 - Taux de prime (autres risques simples)

Dans près de quatre cas sur cinq, la franchise applicable aux catastrophes naturelles est la même que celle du contrat incendie de base.

| Franchise | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 |
|-------------|-------|-------|-------|-------|
| <= incendie | 63,4% | 71,4% | 75,6% | 74,7% |
| > incendie | 36,6% | 28,6% | 24,4% | 25,3% |

Tableau 12 - Franchises (autres risques simples)

- *Ensemble des risques simples*

Pour l'ensemble des risques simples, la grande majorité des contrats reste tarifiée à une prime qui n'excède pas 0,2 ‰ de la valeur des biens assurés. Cependant, on trouve moins de contrats dont le taux de prime est inférieur à 0,13 ‰. Ceci est contrebalancé par un plus grand nombre de contrats où seule la franchise de base est applicable.

4. Encaissement et sinistres

Les données relatives à cette section ont été extrapolées à partir de celles des entreprises ayant répondu à l'enquête du Bureau de Tarification, qui représentent 93,5 % de l'encaissement du marché de l'assurance incendie risque simple.

- *Risques habitations*

En 2010, la charge des sinistres des risques habitations s'est élevée à plus de 55 millions d'euros, soit près de deux fois et demi le montant de 2009. Cette progression est due à la fois à l'augmentation du nombre des sinistres et de leur coût moyen.

| Encaissement et sinistres | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 |
|----------------------------|------------|------------|-------------|-------------|
| Primes émises | nd | nd | 132.069.910 | 153.110.317 |
| Nombre de risques assurés | nd | 5.064.011 | 5.259.414 | 5.313.694 |
| Nombre de sinistres | 5.994 | 13.924 | 5.251 | 10.877 |
| Indemnisations versées | 15.408.587 | 38.274.745 | 16.376.437 | 19.593.411 |
| Provisions | 5.662.092 | 9.974.865 | 6.373.988 | 35.750.633 |
| Charge des sinistres | 21.070.679 | 48.249.610 | 22.750.425 | 55.344.044 |
| Rapport Sinistres / Primes | nd | nd | 17,23% | 36,15% |
| Prime moyenne | nd | nd | 25,11 | 28,81 |
| Coût moyen | 3.515 | 3.465 | 4.333 | 5.088,27 |
| Coût par risque assuré | nd | 9,53 | 4,33 | 10,42 |

Tableau 13 - Encaissement et sinistres (risques habitations)

- *Autres risques simples*

En ce qui concerne les autres risques simples, l'évolution est similaire à celle constatée ci-dessus, avec un triplement de la charge des sinistres dû à une augmentation de leur nombre et, de manière plus prononcée que pour les risques habitations, une forte progression du coût moyen.

| Encaissement et sinistres | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 |
|----------------------------|-----------|------------|------------|------------|
| Primes émises | nd | nd | 27.628.770 | 30.963.838 |
| Nombre de risques assurés | nd | 579.755 | 585.637 | 558.879 |
| Nombre de sinistres | 1.295 | 2.040 | 950 | 1.692 |
| Indemnisations versées | 5.691.917 | 7.034.512 | 4.134.438 | 4.760.893 |
| Provisions | 3.909.377 | 2.985.227 | 1.342.980 | 12.381.748 |
| Charge des sinistres | 9.601.294 | 10.019.739 | 5.477.418 | 17.142.641 |
| Rapport Sinistres / Primes | nd | nd | 19,83% | 55,36% |
| Prime moyenne | nd | nd | 47,18 | 55,40 |
| Coût moyen | 7.414 | 4.912 | 5.766 | 10.131,26 |
| Coût par risque assuré | nd | 17,28 | 9,35 | 30,67 |

Tableau 14 - Encaissement et sinistres (autres risques simples)

- *Ensemble des risques simples*

L'agrégation des données des risques habitations et des autres risques simples montre un nombre total de sinistres de 12.569, ce qui situe l'année 2010 entre 2008 (15.964 sinistres) et 2007 (7.289 sinistres). Par contre, avec 5.767 euros, on atteint un maximum en ce qui concerne le coût moyen des sinistres. Il en résulte fort logiquement que la charge des sinistres est également la plus élevée observée depuis 2006.

L'année 2010 a été essentiellement marquée par les fortes inondations de mi-novembre, heureusement limitées pour les plus graves aux seuls bassins de la Dendre, de la Senne et de la Dyle. Les inondations en ces endroits ayant été sévères, il est logique de voir le coût moyen fortement progresser, plusieurs bâtiments ayant été fortement endommagés.

| Encaissement et sinistres | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 |
|----------------------------|------------|------------|-------------|-------------|
| Primes émises | nd | nd | 159.698.680 | 184.074.155 |
| Nombre de risques assurés | nd | 5.643.766 | 5.845.051 | 5.872.574 |
| Nombre de sinistres | 7.289 | 15.964 | 6.202 | 12.569 |
| Indemnisations versées | 21.100.504 | 45.309.257 | 20.150.875 | 24.354.304 |
| Provisions | 9.571.469 | 12.960.092 | 7.716.968 | 48.132.381 |
| Charge des sinistres | 30.671.973 | 58.269.349 | 28.227.843 | 72.486.685 |
| Rapport Sinistres / Primes | nd | nd | 17,68% | 39,38% |
| Prime moyenne | nd | nd | 27,32 | 31,34 |
| Coût moyen | 4.208 | 3.650 | 4.551 | 5.767,17 |
| Coût par police | nd | 10,32 | 4,83 | 12,34 |

Tableau 15 - Encaissement et sinistres (ensemble des risques simples)

5. Données relatives au Bureau de Tarification

Les risques catastrophes naturelles tarifés aux conditions du Bureau de Tarification sont couverts par la même entreprise que celle qui couvre le risque incendie ou en absence de contrat incendie, celle de son choix. Cette entreprise assume l'émission et la gestion du contrat ainsi que la gestion des sinistres.

La charge des sinistres est répartie sur l'ensemble des assureurs pratiquant l'incendie risques simples en Belgique sous déduction des primes encaissées pour couvrir les risques assurés aux conditions du Bureau de Tarification (moins les taxes et cotisations (15,75 %) et le forfait pour les frais de gestion de l'entreprise (35 %)). Cette répartition est effectuée au prorata de l'encaissement incendie risques simples des assureurs. Elle est confiée à l'asbl CANARA, qui a été spécialement constituée à cette fin le 17 mars 2006.

Contrairement à celles relatives au marché, les données du tableau 16 ci-dessous sont des chiffres réels et non le résultat d'estimations établies à partir des réponses reçues des entreprises.

Selon l'asbl CANARA, il y avait en 2010, 27.183 risques simples assurés aux conditions du Bureau de Tarification. Il s'agit d'un minimum par rapport aux années précédentes. On constate que les risques tarifés aux conditions du Bureau de Tarification représentent une très faible proportion des biens assurés contre les catastrophes naturelles (entre 0,5 % et 1 %).

Le nombre de sinistres ayant donné lieu à indemnisation est de 307 pour l'exercice 2010, soit une forte augmentation par rapport à 2009. Il s'agit en fait du plus grand nombre d'indemnisations depuis la création du Bureau de Tarification. Non seulement le nombre de sinistres progresse mais également leur coût moyen (12.042 €), qui progresse de 21,6 % par rapport à 2009 et représente près de quatre fois le coût moyen des années 2007 et 2008. Il n'est donc pas étonnant que la charge de ces sinistres explose véritablement pour atteindre près de 3,7 millions d'euros, soit plus de 7,5 fois celle de 2009 et encore plus de quatre fois celle de 2008, qui avait été la plus importante auparavant.

En revanche, la prime moyenne n'augmente que de 6,4 %. Étant donné que le tarif du Bureau de Tarification n'a pas été modifié en 2010, cette augmentation est due uniquement à celle de la valeur des biens assurés.

| Encaissement et sinistres | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 |
|---------------------------------|-----------|-----------|-----------|-----------|
| Primes acquises | 4.231.751 | 4.088.246 | 3.698.326 | 3.579.960 |
| Nombre de risques assurés | 35.424 | 33.010 | 29.403 | 27.183 |
| Nombre de sinistres | 68 | 224 | 49 | 307 |
| Charge des sinistres | 249.222 | 868.240 | 485.392 | 3.696.964 |
| Rapport Sinistres / Primes | 5,89% | 21,24% | 13,12% | 103,27% |
| Coût moyen | 3.665 | 3.876 | 9.906 | 12.042 |
| Coût par risque assuré | 7,04 | 26,30 | 16,51 | 136,00 |
| Prime moyenne par risque assuré | 119,46 | 123,85 | 123,75 | 131,70 |

Tableau 16 - Encaissement et sinistres (risques tarifés aux conditions du Bureau de Tarification)

Pour être complet, signalons que les primes acquises correspondant aux risques couverts aux conditions du Bureau de Tarification se sont élevées, pour l'exercice 2010, à 3.579.960 €, dont 3.011.095 € pour les risques habitations.

III

Conclusions

Les données recueillies lors de l'enquête 2010 peuvent être considérées comme représentatives du marché belge.

En 2010, le nombre de contrats tarifés aux conditions du Bureau de Tarification, a connu une baisse significative. La proportion de biens couverts en Belgique aux conditions du Bureau ne représente qu'un infime pourcentage de l'ensemble des biens assurés. Comme au cours des exercices précédents, la grande majorité des assurés a pu trouver une couverture contre les catastrophes naturelles aux conditions du marché.

La charge des sinistres se rapportant aux contrats tarifés aux conditions du Bureau de Tarification a fortement augmenté en 2010. Le coût moyen d'un sinistre se rapportant à un tel contrat représente le double de celui des contrats tarifés aux conditions du marché. Ceci conforte l'opinion du Bureau de Tarification selon laquelle les risques tarifés aux conditions qu'il a définies sont sensiblement plus lourds que ceux assurés aux conditions du marché.

Chez la plupart des assureurs du marché, les conditions financières (prime et franchise) de la couverture catastrophes naturelles sont restées favorables tant pour les risques simples habitations que pour les autres risques simples. On constate néanmoins, pour les deux catégories de biens, un glissement de la tranche de prime *inférieure ou égale à 0,13 ‰* vers la tranche *plus de 0,13 ‰ à 0,2 ‰*.

Cette hausse de prix est généralement compensée par une offre encore plus abondante en ce qui concerne les extensions ne figurant pas dans la couverture légale de base. Près de huit contrats sur dix comportent au moins sept extensions par rapport à cette couverture de base, lesquelles sont souvent gratuites.

Comme le Bureau de Tarification le constatait déjà dans ses rapports précédents, le consommateur a tout intérêt à comparer les offres des différentes entreprises afin de trouver la couverture la mieux adaptée à sa situation précise.

La plupart des tarifs reposent sur une segmentation faisant appel à quatre ou cinq critères et il n'y a presque plus d'entreprises qui ne pratiquent aucune segmentation.

Les événements catastrophiques de 2010 et 2009 ont donc bien affecté la situation du marché tant pour les contrats tarifés aux conditions du marché que pour ceux du Bureau de Tarification. Néanmoins, les conditions tarifaires restent favorables et l'offre en elle-même n'a pas connu de contraction.

Annexe 1 Modèle de questionnaire

Volet 1 - Identification

| | |
|-----------------------|--|
| Compagnie : | |
| code CBFA : | |
| Personne de contact : | |
| tél.: | |
| e-mail: | |

Le rapport 2010 concerne les risques suivants :

- risques assurés du 1^{er} janvier 2010 au 31 décembre 2010 (période complète ou partielle)
- risques simples habitations et autres risques simples
- à l'exception des contrats tarifés aux conditions du Bureau de Tarification

Volet 2 – Extensions de couverture habitations

| | Habitations | | Autres risques simples | |
|---|-------------|-----|------------------------|-----|
| | Oui | Non | Oui | Non |
| La couverture catastrophes naturelles contient-elle des extensions par rapport aux conditions minimales prévues dans la loi ? | | | | |

Si oui, veuillez préciser pour chacune des extensions reprises ci-dessous, si votre entreprise l'accorde ou pas

| | Habitations | | | Autres risques simples | | |
|---|---------------|---------------|-----|------------------------|---------------|-----|
| | Oui | Oui | Non | Oui | Oui | Non |
| | sans surprime | avec surprime | | sans surprime | avec surprime | |
| Abris de jardin, remises, débarras et leur contenu éventuel | | | | | | |
| Clôtures et haies | | | | | | |
| Jardins, plantations (dommage faisant directement suite à l'inondation) | | | | | | |
| Entrées et cours intérieures, terrasses | | | | | | |
| Biens à caractère somptuaire tels que piscines, terrains de tennis et de golf | | | | | | |
| Des bâtiments ou des parties de bâtiments en construction, en transformation ou en réparation et leur contenu éventuel | | | | | | |
| Pour le péril inondation, refoulement et débordement d'égouts publics, le contenu des caves qui est entreposé à moins de 10 cm du sol | | | | | | |
| En ce qui concerne la vétusté, celle-ci n'est pas totalement prise en compte lorsqu'elle dépasse 30% | | | | | | |
| Les véhicules dans le bâtiment et les biens transportés | | | | | | |
| Le vol et le vandalisme, dégradations mobilières ou immobilières. | | | | | | |
| Autres extensions (à préciser) | | | | | | |
| | | | | | | |
| | | | | | | |
| | | | | | | |

Volet 3 – Critères de segmentation

Veuillez préciser, pour chacun des critères de segmentation repris ci-dessous, si votre entreprise l'utilise dans la tarification de la couverture catastrophes naturelles des habitations:

| | Habitations | | Autres risques simples | |
|--|-------------|-----|------------------------|-----|
| | Oui | Non | Oui | Non |
| Zone géographique | | | | |
| Période de retour (période théorique entre deux inondations) | | | | |
| Historique des sinistres | | | | |
| Niveau du risque (cave, rez-de-chaussée ou étage) | | | | |
| Choix de la franchise | | | | |

Si votre entreprise utilise encore d'autres critères de segmentation que ceux mentionnés ci-dessus, veuillez les préciser ci-dessous :

| | | | | |
|--|--|--|--|--|
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |

Volet 4 – Ventilation de la tarification

Dans le tableau ci-dessous, veuillez préciser, pour chaque intervalle, quel pourcentage des risques couverts contre les CATNAT, en date du 31/12/2010, a été assuré par votre entreprise aux taux de prime (hors taxe) catastrophes naturelles (1) compris dans cet intervalle.

| Intervalle de taux de prime (hors taxe) | % de risques assurés au 31/12/2010 pour lequel le taux de prime catastrophes naturelles se situe dans l'intervalle | |
|---|--|------------------------|
| | Habitations | Autres risques simples |
| ≤ 0,13‰ | | |
| > 0,13‰ - ≤ 0,2‰ | | |
| > 0,2‰ - ≤ 0,3‰ | | |
| > 0,3‰ - ≤ 0,5‰ | | |
| > 0,5‰ - < 0,9‰ | | |
| ≥ 0,9‰ (sauf BT) | | |
| Total (3) | | |

Dans le tableau ci-dessous, veuillez donner une estimation, pour chaque intervalle, du pourcentage des risques assurés contre les catastrophes naturelles par votre entreprise avec une franchise inondations comprise dans l'intervalle.

| Franchise inondation | % de risques assurés au 31/12/2010 pour lequel la franchise inondations se situe dans l'intervalle | |
|----------------------|--|------------------------|
| | Habitations | Autres risques simples |
| ≤ 210 euro (2) | | |
| > 210 euro | | |
| Total (3) | | |

Remarques

- (1) Si les taux de prime bâtiment et contenu sont différents, veuillez considérer le taux de prime bâtiment pour le propriétaire (occupant/non occupant) et le taux de prime contenu pour le locataire.
- (2) Le montant de la franchise obligatoire indexée prévue auparavant dans le risque incendie.
- (3) Si le total est différent de 100%, veuillez en donner la raison.

Volet 5 - Sinistres

Risques tarifés aux conditions de la compagnie sauf contrats Bureau de Tarification

| | Habitations | Autres risques simples |
|---|-------------|------------------------|
| Nombre de risques assurés au 31.12.2010 | | |
| Nombre de sinistres du 01.01.2010 au 31.12.2010 | | |
| Indemnités payées au 31.12.2010 relatives à des sinistres survenus entre le 01.01.2010 et le 31.12.2010 (EUR) | | |
| Provisions au 31.12.2010 pour les sinistres survenus entre le 01.01.2010 et le 31.12.2010 (EUR) | | |

Annexe 2

Liste des entreprises ayant répondu à l'enquête

| Dénomination | Code |
|--|------|
| ACE European Group Ltd | 2312 |
| AG Insurance | 0079 |
| Allianz Belgium | 0097 |
| Argenta Assurances | 0858 |
| Association Mutuelle Médicale d'Assurance (AMMA) | 0126 |
| Assurances Fédérales IARD (Les -) | 0087 |
| Avéro Belgium Insurance | 1093 |
| AXA Belgium | 0039 |
| CDA | 0402 |
| Corona | 0435 |
| Delta Lloyd Life | 0167 |
| Dexia Insurance Belgium | 0037 |
| Ethias S.A. | 0196 |
| Fidea | 0033 |
| Foyer Assurances | 1258 |
| Generali Belgium | 0145 |
| KBC Assurances | 0014 |
| Mercator Assurances | 0096 |
| Mitsui Sumitomo InsuranceCo. (Europe) Ltd | 0915 |
| Nateus | 2652 |
| Partners Assurances | 0964 |
| Piette & Partners | 1037 |
| P&V Assurances | 0058 |
| Servis | 1396 |
| Sompo Japan Insurance Company of Europe | 2002 |
| Touring Assurances | 1455 |
| Vivium | 2314 |
| Vivium (ex-ING) | 0051 |

Annexe 3

Risques simples

Article 5 de l'arrêté royal du 24 décembre 1992 portant exécution de la loi du 25 juin 1992 sur le contrat d'assurance terrestre.

- § 1^{er}** On entend par risque visé à l'article 67, § 2, de la loi, tout bien ou ensemble de biens dont la valeur assurée ne dépasse pas 743.680,57 € (30.000.000 BEF). Pour le calcul de ce montant, il est tenu compte de tous les contrats d'assurances ayant le même objet, relatifs à des biens se trouvant au même endroit et souscrits par le même preneur d'assurance, par un des assurés ou par une société ou association dans laquelle le preneur d'assurance ou un assuré a un intérêt majoritaire ou détient manifestement une part prépondérante du pouvoir de décision.
- § 2.** Le montant visé au § 1^{er} est porté à 23.921.725,14 € (965.000.000 BEF) pour les biens suivants :
- 1° bureaux et habitations, en ce compris les immeubles à appartements ou de bureaux pour autant que la surface affectée à des fins commerciales n'excède pas 20 % de la superficie cumulée du rez-de-chaussée et des autres étages ;
 - 2° les exploitations agricoles, horticoles, viticoles, fruitières et d'élevage ;
 - 3° les locaux affectés à l'usage des professions libérales, sauf les pharmacies ;
 - 4° les locaux utilisés par les institutions religieuses tels que lieux de culte, abbayes et cloîtres, ainsi que les salles paroissiales ;
 - 5° les locaux affectés à des activités culturelles, sociales et philosophiques ;
 - 6° les bâtiments destinés à l'enseignement, à l'exception de ceux destinés à l'enseignement supérieur ;
 - 7° les conservatoires de musique, les musées et les bibliothèques ;
 - 8° les installations affectées exclusivement à des activités sportives ;
 - 9° les établissements de soins médicaux, sanatoria, préventoria, cliniques, hôpitaux, homes pour enfants, maisons de repos pour personnes âgées.
- § 3.** Les montants visés aux §§ 1^{er} et 2 du présent article sont liés à l'évolution de l'indice ABEX, l'indice de base étant celui du premier semestre de 1988, à savoir 375.
- § 4.** Sont toutefois exclues du champ d'application du présent article :
- 1° les assurances tous risques relatives aux bijoux, objets d'art, fourrures, appareils photographiques, appareils audiovisuels ainsi que les assurances bagages ;
 - 2° les assurances dites techniques, notamment les assurances du type bris de machines, tous risques chantiers, montage-essais ; responsabilité civile des architectes et entrepreneurs, installations électriques ou électroniques ou courants faibles ;
 - 3° les assurances contre l'incendie dans le cadre d'un contrat véhicule automoteur ;
 - 4° les assurances pertes d'exploitation, autres que celles qui garantissent une indemnité journalière ;
 - 5° les assurances contre les maladies et la mortalité d'animaux ;
 - 6° les assurances globales de banque, les assurances transport et séjour de valeurs.